

BUREAUX
ROUBAIX - 68-71, Grande-Rue. Tél. 237.22, 237.23 et 237.24.
TOURCOING - 22, rue Carnot. Tél. 37.
LILLE - 3, rue Faidherbe. Tél. 530.31.
PARIS - 28, boulevard Poincaré. Tél. Providence. 71.84.
MOUSCRON - 105, rue de la Station. Tél. 544.

ANCIENS DIRECTEURS :
 Jean Reboux
 Alfred Reboux
 Madame Alfred Reboux

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

C'est la publicité qui fait vendre !
 Le public communique change d'année en année... Il ne faut donc pas s'endormir sur un succès commercial momentané et, le meilleur moyen de le prolonger, consiste à annoncer dans les journaux !

1888-1938

Cinquante ans de science française à l'Institut Pasteur

Du docteur Roux, « saint laïque », à Albert Calmette

par Michel SAINT-ALBANT

L'Institut Pasteur fut avant tout œuvre d'espérance et d'enthousiasme. Une souscription internationale en permit la construction décidée après la décou-



LE DOCTEUR ROUX



ALBERT CALMETTE

verte du traitement contre la rage qui eut dans le monde entier un retentissement immense. La maison de la science pastoriennne fut édiflée dans le faubourg Vaugirard sur des plans que Pasteur avait dressés en collaboration avec Emile Roux qui, en outre, installa les laboratoires. Duclaux, ayant été nommé sous-directeur, le docteur Roux fut chargé d'enseigner la science des microbes. Dès lors, le monde scientifique ne devait pas cesser de porter ses regards sur cet établissement où une lutte de tous les instants allait être menée contre plusieurs des plus terribles fléaux qui déciment l'humanité.

Dans cette lutte, le docteur Roux allait se distinguer tout particulièrement.

Pasteurien fervent dès l'âge où il faisait à Clermont-Ferrand ses premières études médicales, il était entré en 1878 au laboratoire de Pasteur, alors installé dans une modeste dépendance de l'École normale supérieure, rue d'Ulm. Roux avait été associé, à partir de cette époque, à toutes les grandes découvertes de l'illustre savant. Il avait pris une part active, notamment, à ses travaux sur les maladies contagieuses. Il avait dans la science la même foi que son maître et, comme lui, il ne la séparait pas de l'altruisme et de la bonté.

La découverte du sérum antidiphtérique

Dans cet Institut Pasteur, nouvellement installé et où de vastes laboratoires facilitaient les travaux des chercheurs, Roux, de concert avec Versin, autre pasteurien qui devait, quelques années plus tard, découvrir le bacille de la peste, s'attacha à l'étude du bacille de la diphtérie. Les deux savants montraient dès 1899 que ce microbe sécrète un poison d'une nature spéciale, une toxine, et que cette toxine inoculée à des animaux, même sans les bacilles qui l'ont produite, leur donne tous les symptômes de la maladie.

(Lire la suite page 3.)

La rentrée parlementaire a été extrêmement calme

Les interpellations sur la politique générale du Gouvernement continueront aujourd'hui à la Chambre

LE VOTE AURA LIEU CE SOIR OU SAMEDI MATIN



MM. DALADIER, PAUL REYNALD, ALBERT SARRAUT et CAMPINCHI au banc des ministres, à la Chambre, jeudi après-midi. (Ph. Keystone.)

Les amateurs de grands débats parlementaires, qui se pressaient en foule dans les tribunes publiques pour assister à une séance qui semblait devoir être d'une importance décisive, ont été déçus.

Après une brève déclaration de M. Daladier qui accepta la discussion immédiate des interpellations sur la politique générale du Gouvernement, la séance fut d'abord suspendue pour permettre à la conférence des présidents d'organiser le débat. Celui-ci fut reparté sur la séance de jeudi après-midi et de celle du matin, de l'après-midi et du soir de vendredi.

Des interpellateurs, appartenant aux différentes opinions politiques de l'Assemblée, exposèrent ensuite, dans le calme, les appréciations de leurs amis sur les décrets-lois, sur la grève générale et sur les possibilités de redressement financier et économique du pays. Seule le député communiste de la Seine, M. Jacques Duclos, par son langage agressif à l'adresse du président du Conseil, provoqua quelque bruit, les protestations et exclamations ironiques de ses adversaires, et les applaudissements socialistes et communistes.

L'atmosphère était peu passionnée et les derniers interpellateurs de la journée parlèrent devant une salle très clairsemée.

La journée de vendredi sera certainement plus mouvementée.

Le président de la Chambre, M. Herriot, entre exactement à 15 h. dans la salle des séances avec le cérémonial d'usage. Les tribunes et galeries publiques sont archicomplètes.

M. Daladier monte jusqu'au fauteuil présidentiel, s'entretient un moment avec M. Herriot et le secrétaire général, M. Carrière, et rejoint ensuite ses collègues du Gouvernement.

À 15 h. 10, M. Herriot déclare ouverte la deuxième session extraordinaire de 1938, puis il prononce l'éloge funèbre de M. Hollande, député socialiste de la première



M. LÉON SILVESTRE

député du Gard, rapporteur du projet de réforme électorale, dont la discussion est reportée à janvier.

circumscription de Saint-Quentin (Aisne). M. Edouard Daladier fait ensuite savoir que le Gouvernement accepte la discussion immédiate des interpellations sur la politique générale, qui sont au nombre d'une demi-douzaine.

Peu après, les députés de la droite font une oration à M. Vallin, le nouveau député P.S.F. de Paris, introduit à la Chambre par M. Ybarnégary, tandis que les socialistes acclament M. Paul Faure, secrétaire général du parti socialiste, élu député de Saône-et-Loire.

Enfin, M. Edouard Herriot invite les présidents de groupe à venir s'entretenir avec lui. La séance est suspendue à 15 h. 30.

À 16 h. 15 elle reprend et M. Herriot fait connaître les propositions arrêtées à l'unanimité pour la conférence des présidents pour organiser le débat.

(Lire la suite page 2.)

BILLET PARISIEN La nouvelle majorité à l'épreuve

PARIS, 8 DÉCEMBRE (Miduit).

La rentrée du Parlement a été des plus calmes. A la Chambre, la séance eût été presque terne sans quelques réquisitoires vigoureux contre la politique du Front populaire, notamment ceux de MM. Fernand Laurent, de la Fédération républicaine; Henri Domminge, de l'Union républicaine et nationale et Pierre Colomb, de la gauche radicale. Celui-ci a placé le débat sur son vrai terrain. « En brisant la tentative de grève générale, a-t-il dit à M. Daladier, vous n'avez pas agi contre les ouvriers, vous avez agi pour eux et vous avez agi avec leur concours ».

Il est absurde, en effet, de proclamer que le Gouvernement travaille contre la masse des travailleurs parce qu'il met de l'ordre dans les finances et l'économie du pays, et parce qu'il déjoue les manœuvres des agents de l'étranger. Le régime du Front populaire, ainsi que l'a montré M. Colomb, devait aboutir fatalement à l'inflation et à la vie toujours plus chère. Ce n'est pas là ce que demandent les ouvriers. Il faut donc tirer de cette constatation toutes ses conclusions logiques; autrement dit, il faut lever l'hypothèque que les partis marxistes font peser sur le Gouvernement de la France. C'est précisément ce que fait M. Daladier. « Allez-vous en ! » crie à celui-ci M. Léon Blum et tous les bons apôtres du socialisme. « Restez ! » lui a dit, au contraire, M. Colomb, avec la majorité des Français.

Cette première journée d'interpellations a, somme toute, été plutôt favorable au cabinet. Aussi bien, les jeux sont faits ou à peu près. À part quelques isolés, tous les députés de la droite et du centre lui accorderont leurs suffrages. Un certain flottement s'était produit chez les radicaux. Mais, dans la journée de jeudi, un revirement semble s'être dessiné chez ceux-là mêmes qui affichaient l'intention de voter contre le chef de leur parti. Les « Jeunes Turcs » du parti se contenteront de s'abstenir. C'est aussi dans l'abstention que se réfugieront nombre de membres de l'U. S. R.

Ainsi, et sous réserve des incidents de séance qui pourraient éclater vendredi, environ 320 voix semblent être acquises au Gouvernement, 240 députés voteront contre lui et il y aura une cinquantaine d'abstentions.

La majorité peut, d'ailleurs, se grossir encore de quelques unités d'ici à vendredi soir, après le discours de M. Daladier qui, par-dessus la tête de ses représentants, saura s'adresser au pays lui-même.

René ROUSSEAU

Un nouveau mouvement est né



M. JEAN DALADIER

filz du président du Conseil, au cours de la première réunion des « Jeunes de l'Empire français », qu'il vient de fonder.

Une entrevue de M. Daladier avec M. Albert Lebrun

Paris, 8 décembre. — M. Edouard Daladier s'est rendu, jeudi matin, au palais de l'Élysée, où il a été reçu par le président de la République. Le président du Conseil a mis M. Albert Lebrun au courant des conversations franco-allemandes et de la manière dont vont se dérouler les débats au Parlement.

M. VON RIBBENTROP A QUITTÉ PARIS POUR BERLIN

Avant de partir, il a remercié M. Bonnet de l'accueil qu'il avait reçu



M. ET M^{me} VON RIBBENTROP A LA FENÊTRE DE LEUR WAGON. (Ph. Keystone.)

Paris, 8 décembre. — Après deux journées passées à Paris, le ministre des Affaires étrangères du Reich et M^{me} von Ribbentrop, ainsi que la délégation allemande qui les a accompagnés dans leur visite, ont quitté Paris jeudi matin.

La gare des Invalides avait reçu le même décoron que lors de l'arrivée du ministre du Reich.

Dès 8 h. 30, de nombreuses personnalités du monde diplomatique, ainsi que des représentants de la colonie allemande à Paris, attendent sur le quai d'embarquement de la gare pour saluer le ministre à son départ.

À 9 heures, le commandement « Présentez armes ! » retentit et les gardes républicains qui rendent les honneurs seignent au « Garde à vous ».

Précedé de MM. Langeron, préfet de police, et Marchand, directeur de la police municipale, le cortège officiel descend sur le quai; tout d'abord, M^{me} von Ribbentrop et M^{me} Georges Bonnet, puis M. M. von Ribbentrop et Georges Bonnet.

Le ministre des Affaires étrangères allemand s'arrête devant les membres de la colonie allemande, fait le salut hitlérien et serre la main de chacun d'entre eux.

Puis, il s'arrête devant M. Scapini, député de Paris, et lui dit quelques mots. Il salue aussi MM. Guarrigles, ambassadeur d'Italie; Alexis Léger, Léon, chef du protocole et se dirige vers son wagon-salon.

Avant d'y pénétrer, il remercie vivement M. Georges Bonnet de l'accueil chaleureux qui lui a été fait à Paris, puis une dame s'avance et remet une gerbe de roses rouges à M^{me} von Ribbentrop.

Le ministre allemand, après être monté dans son wagon, apparaît souriant à la fenêtre et dit encore quelques mots

à M. Georges Bonnet, tandis que les photographes prennent leurs dernières clichés.

Des coups de affluents retentissent. C'est le départ. Le train spécial de la délégation allemande, composé de cinq wagons, s'ébranle lentement vers Compiègne, où aura lieu le premier arrêt, et vers Berlin.

Il est exactement 9 heures 10. Le comte von Weizsäcker, ambassadeur du Reich à Paris, accompagne la délégation jusqu'à la frontière.

En arrivant en Allemagne, M. von Ribbentrop a adressé des télégrammes à MM. Daladier et Bonnet. Le télégramme à M. Daladier est conçu en ces termes : « En rentrant en territoire allemand, je vous prie de bien vouloir agréer ma reconnaissance sincère pour l'hospitalité cordiale qui m'a été réservée à Paris. Je me félicite de la conclusion de la déclaration signée par M. Bonnet et par moi-même dans l'esprit de l'accord de Munich, réalisé avec d'autres coopérations. »

Dans le télégramme adressé à M. Bonnet, le ministre du Reich déclare : « J'emporte un souvenir heureux de ces journées durant lesquelles nous avons pu travailler ensemble à Paris pour le rapprochement de nos deux peuples. »

Le président du Conseil et M. Bonnet ont, à leur tour, répondu par télégramme qu'ils se félicitaient de la signature de l'accord et de leur « collaboration au rapprochement des deux pays. »

M. von Ribbentrop est arrivé à la gare de Friedrichstrasse à minuit 20.

Il a été salué à sa descente du train par M. Hughes de Montbas, chargé d'affaires de l'ambassade de France, avec lequel il s'est entretenu quelques instants, et par les hauts fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères.



La police barre une rue au cortège d'étudiants qui défile hier à Paris.

Paris, 8 décembre. — Au nombre de plusieurs milliers, des étudiants parisiens ont parcouru jeudi matin, la rue Soufflot, la rue des Ecoles, le boulevard Saint-Michel, en criant : « Venise à la France ! » « L'Éthiopie au Négus ! » et « Le Vésuve avec nous ! ».

L'affaire risque de se gâter quand les étudiants arrivèrent devant la librairie culturelle et le bureau de tourisme étra-

La situation politique est éclaircie en Belgique

En dépit des décisions de leur congrès, les députés socialistes conseillent aux ministres de rester en fonctions

MALGRÉ LA DEMISSION DE M. DIERCKX, M. SPAAK POURRA ENTAMER LA REALISATION DE SES PROJETS

Bruxelles, 8 décembre. — La victoire du premier ministre est plus complète qu'il ne l'avait espéré lui-même.

Mercredi soir à 21 heures, il croyait n'avoir bloqué l'assaut de ses adversaires que jusqu'à vendredi; quelques heures plus tôt, il se jugeait perdu. Il est maintenant certain de pouvoir continuer sa tâche.

Le grand fait nouveau de jeudi, c'est, en effet, la décision prise par les députés du bureau du Parti socialiste et de la C.G.T. qui ont siégé plusieurs heures, tantôt avec M. Spaak, tantôt en l'absence de celui-ci, tantôt avec les représentants des députés et des sénateurs d'extrême gauche. Voici cette décision : « Les membres du bureau du Parti socialiste, siégeant avec les députés du bureau de la C.G.T. et les présidents et secrétaires du groupe socialiste de la Chambre et du Sénat, ont constaté leur volonté unanime de respecter et de faire respecter la décision du congrès du 8 décembre relative à Burges. Ils ont pris acte de l'offre des ministres socialistes de démissionner immédiatement. Mais, considérant l'intérêt du pays et de la classe ouvrière, ils ont estimé que dans la situation actuelle, il n'y a pas lieu, pour les ministres socialistes, de sortir du Gouvernement étant donné que la condition mise par le congrès à cette démission n'est pas réalisée. »

Cette décision annule celle qui fut prise par le congrès socialiste et donne raison à M. Spaak et à ses collègues.

(Lire la suite page 2.)

AVANT L'EXPOSITION DU PROGRÈS SOCIAL DE LILLE



Le Comité d'organisation s'est réuni jeudi au ministère des Travaux publics, à Paris. (Ph. N.Y.T.)

(Ph. N.Y.T.)